

Questions orales

chef pour voter contre cette mesure. Nous étions fiers de Tommy Douglas lorsqu'il a dit, et je cite:

... nous ne sommes pas prêts à accepter qu'on utilise la préservation de l'ordre et de la paix comme un écran de fumée pour détruire les libertés et les droits du peuple canadien.

Nous avons fièrement voté contre cette mesure, le 16 octobre 1970.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

**L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS
DOUANIERS ET LE COMMERCE**

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. À l'heure actuelle, le gouvernement est engagé, dans le cadre du GATT, dans d'intenses négociations sur des questions essentielles pour l'avenir de l'agriculture canadienne et, par conséquent, d'une grande partie de notre économie. Cependant, le ministre du Commerce extérieur a déclaré hier dans cette enceinte ce qui suit:

Le ministre de l'Agriculture devrait avoir honte de donner tant d'aide financière aux agriculteurs canadiens.

Or, si je ne m'abuse, le ministre de l'Agriculture n'a absolument pas répondu à cette déclaration. Il ne l'a ni rejetée ni contredite. Ainsi, le ministre pourrait-il nous faire part de sa position sur cette déclaration? Comment les agriculteurs canadiens peuvent-ils être persuadés que le gouvernement saura protéger leurs intérêts? N'est-il pas surprenant que le gouvernement décide de renforcer sa position en affirmant qu'il est trop généreux envers les agriculteurs du pays?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le chef de l'opposition a déjà eu le sens de l'humour, mais ce n'est manifestement plus le cas. Même le *Globe and Mail* a compris que le ministre du Commerce extérieur plaisantait.

Monsieur le Président, pour la gouverne du chef de l'opposition, je voudrais préciser la réaction de certains dirigeants agricoles du pays face à la position fort équilibrée et tout à fait réfléchie que défend le gouvernement fédéral dans le cadre des négociations du GATT portant sur l'agriculture. M. Don Knoerr, président de la Fédération canadienne de l'agriculture, a déclaré que son organisme souscrivait tout à fait au principal objectif des propositions formulées par le gouvernement canadien. Je pense qu'il s'agit là d'un appui très ferme.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Agriculture. J'ai ici un communiqué que viennent de publier les producteurs de lait du Canada qui s'inquiètent de la position que le gouvernement a adoptée au GATT. Voici ce qu'ils ont à dire:

L'offre du Canada quant à l'accès minimal et à la réduction du soutien offert aux producteurs ne donnera rien aux consommateurs canadiens et pénalisera lourdement les producteurs de lait du Canada.

Voilà ce qu'on lit dans ce communiqué. Je veux que le ministre de l'Agriculture sache que ce n'est pas drôle et qu'il ne devrait pas faire de plaisanteries, même si le ministre du Commerce extérieur, lui, ne se contente pas de faire de l'humour et se met carrément les pieds dans les plats.

• (1420)

[Français]

Monsieur le Président, hier, le gouvernement a proposé de faire passer de 2,5 p. 100 à 5 p. 100 la part du marché réservée aux importations de produits laitiers. Je demande au ministre pourquoi ce gouvernement a offert à nos concurrents de doubler la part de nos marchés offerts à ces concurrents et jusqu'où ira ce gouvernement avec cette politique farfelue et dangereuse.

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Je suis un peu surpris de la question de mon honorable collègue. Nous avons rencontré la Fédération des producteurs de lait la semaine dernière, le ministre de l'Agriculture et moi. J'ai rencontré, hier, en présence de notre représentant à Genève le sous-ministre, M. Denis, et d'autres personnes, à Montréal, les représentants de la Fédération des producteurs de lait et de l'Union des producteurs agricoles. Aujourd'hui, ces gens ont émis un communiqué où ils considèrent qu'il y a une évolution positive dans la position déposée par le Canada à Genève.

Je ferai remarquer une chose très importante qu'il ne faut pas oublier, c'est que le *statu quo*—et tout le monde, d'un océan à l'autre au Canada, accepte ce principe—est inacceptable, qu'il fallait déposer une demande au GATT qui soit positive et qui amène le reste du monde à réaliser que la structure canadienne est peut-être la meilleure au monde, mais de cela, il fallait convaincre nos partenaires. Déjà, nos gens, ici, sont tout à fait d'accord sur le fait que le *statu quo* est inacceptable. Comme nous n'allons pas, comme les libéraux, seulement chiâler sur tout ce qui se passe, nous avons déposé une position qui rencontre les objectifs d'une agriculture qui va satisfaire aux objectifs du XXI^e siècle.